



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

En guise de présentation

Philippe Mainié

Citer ce document / Cite this document :

Mainié Philippe. En guise de présentation. In: Économie rurale. N°79-80, 1969. pp. 13-15;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1969.2031>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1969_num_79_1_2031

Fichier pdf généré le 08/05/2018

EN GUISE DE PRÉSENTATION

« Ma bibliothèque, plus qu'aucune autre, abonde en livres français sur l'agriculture... Eh bien ! Ces livres, écrivait Arthur Young, ne contiennent rien d'autre que des conjectures, des idées vagues et générales, des calculs ne reposant sur aucune donnée et particulièrement en ce qui concerne le produit brut du royaume ».

Ce constat sévère n'est plus de mise aujourd'hui, les observations et les données statistiques servent désormais d'appui solide aux nombreux articles et livres parus depuis la dernière guerre. A cet effort, la Société Française d'Economie Rurale n'est pas étrangère : l'ouvrage publié en 1958 à l'occasion de son dixième anniversaire (1) permet, avec le recul d'aujourd'hui, de faire le point des connaissances acquises à cette date et de juger les efforts récents. Le bilan est à la fois encourageant et quelque peu inquiétant.

Bien des diagnostics, établis en 1958, restent d'une évidente actualité. Certes des erreurs d'appréciation ont été commises, nous y reviendrons dans un instant. Finalement on peut se demander si les économistes ruraux, directement ou indirectement, ont contribué davantage que par le passé à éclairer les décisions prises par les gouvernements. La réponse à cette question n'est pas aussi nette qu'on pourrait le souhaiter. La parole de Lavoisier reste donc un reproche lancinant : « la théorie est avancée, mais la science pratique est dans l'enfance et l'homme d'Etat manque à tout instant de faits sur lesquels il puisse reposer ses spéculations ».

LES POINTS CLEFS ACQUIS EN 1958

Dans une conjoncture différente de celle d'aujourd'hui, P. Grimanelli situe ses réflexions sur la situation future des agriculteurs au moment précisément où des mesures de relance de l'économie sont nécessaires. Freiner l'inflation est déjà un souci des dirigeants de l'économie. L'indexation des prix agricoles acquise par les agriculteurs après une longue lutte, patiente et obstinée, est vite abandonnée. La recherche de la parité ne se fera pas par les prix. Deux voies d'action demeurent : l'accentuation des échanges extérieurs, l'accélération de l'exode agricole.

A la veille de l'entrée en vigueur du marché commun, nous sommes étrangement absents des marchés européens. Pour assurer à l'agriculture une source de débouchés sûrs, quel chemin reste à parcourir dans tous les domaines ! Adapter la production à la demande nécessiterait une rapide concentration de cette production, une meilleure liaison entre agriculteurs et entreprises de transformation, un dynamisme réel des exportateurs. Tous ces points sont déficients en 1958. Si le marché commun a accentué au cours des dernières années les échanges intra-communautaires, il faut reconnaître que cet espoir se révèle insuffisant pour résoudre les difficultés de notre agriculture traditionnelle. H. de Farcy souligne déjà que rien n'est fait en 1958 en matière de marketing. Ce domaine de l'économie rurale est sinon ignoré, du moins quelque peu méprisé.

L'autre voie, celle de la diminution sensible de la population active agricole, dépend de l'accélération du développement économique. C'est probablement l'insuffisance du rythme de l'industrialisation au cours des dix dernières années, qui rend caduc le « modèle » moyen d'évolution vers la parité, présenté par Grimanelli pour la période 1958-1966 (2).

L'espoir d'arriver à la parité « moyenne » est vain dans la mesure même où les disparités s'accroissent à l'intérieur du secteur agricole. L'inégalité dans les répartitions du travail, du capital et du produit brut en fonction de la taille des exploitations agricoles est clairement montrée par D.R. Bergmann. Ces chiffres annoncent ainsi la peinture imagée de « l'armée des exploitations agricoles françaises », telle que la présente Chombart de Lauwe huit années plus tard, à partir des chiffres publiés en 1963 par le Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques.

C'est toute la politique agricole qui se trouve remise en cause par L. Malassis. Dès 1958, il condamne vigoureusement la recherche de la parité, comme objectif cohérent de cette politique, car « la disparité des revenus est finalement un facteur de progrès économique ». Cette thèse

(1) L'économie agricole française, 1938-1958. Economie Rurale, n° 39-40 (épuisé).

(2) Un accroissement du revenu de 31 à 32 %, combiné avec une diminution de population active de 13 à 14 %, pendant la période 1958-1966, permettrait d'accroître de 50 % le revenu agricole brut par tête.

ne pouvait être entendue à l'époque, car l'idée de solidarité des agriculteurs, encore protégés derrière les frontières, restait un argument de poids. Aussi l'organisation de l'expansion agricole, souhaitée dans le deuxième plan (1953-1957), s'orientait-elle essentiellement vers un soutien des marchés agricoles, fondée sur la garantie mutuelle. S'agit-il d'un progrès considérable, comme le souligne L. Malassis ? Est-ce réellement une traduction de « l'intention d'orienter la production agricole en fonction des débouchés » ? Pourtant une note de bas de page (p. 239) est là pour faire douter de l'efficacité à long terme du remède : « il existe dans l'économie de certains produits un paradoxe : les mécanismes ou les organismes créés pour pallier les dangers de la surproduction... ont été les outils même de l'expansion de la branche considérée » (extrait du rapport sur l'orientation de la production agricole, commissariat au Plan, 1957). Nous en faisons aujourd'hui, à l'échelle européenne, la cruelle expérience.

Suffisait-il pour réussir d'accompagner la politique de productivité « d'une vigoureuse action en faveur des débouchés, de l'adaptation de la production à la consommation, de l'exportation, de l'organisation des marchés et des circuits de distribution, de la formation commerciale de l'agriculture » ?

Comment s'attaquer à la mutation nécessaire du secteur agricole lui-même ? L. Malassis souligne fort justement qu'une politique sélective d'investissements agricoles peut « avoir une action décisive, surtout si l'on sait agir en des points privilégiés d'application, susceptibles de devenir pôles de croissance ». Un tableau suggestif montre déjà que les fonds publics interviennent pour 26,7 % dans le financement des investissements agricoles. La répartition par catégorie de ces fonds montre la faible part affectée dans le plan 1954-57 au stockage et à la transformation des produits agricoles (13,2 %) et à l'amélioration du niveau technique (9,4 %). La « recherche-développement », dans toutes ces actions, reste minoritaire.

Autant dire que cette politique agricole n'essaie d'agir que sur les conditions du milieu environnant l'agriculture (marché, industries agricoles, garantie sociale). Ni les gouvernements, ni les économistes ruraux, n'envisagent sérieusement les problèmes difficiles posés par la transformation elle-même du secteur agricole, par son adaptation à « la société d'abondance » qui s'édifie peu à peu. D. R. Bergmann accepte comme une donnée la conception de l'exploitation agricole, telle qu'elle existe à l'époque et n'imagine guère qu'il s'interrogera dix ans plus tard sur un changement de sa nature. Il n'est d'ailleurs pas le seul à le faire.

On est donc toujours à la recherche d'une politique agricole en 1958 : une faible action réellement commerciale, pas d'action sur les structures de production-transformation. La situation est-elle aujourd'hui tellement différente, à l'heure où le rapport Mansholt montre qu'« il est devenu de plus en plus clair que ni une politique d'industrialisation ni une politique de développement régional ne sont des conditions suffisantes. Les difficultés essentielles et les véritables goulots d'étranglement se manifestent en effet à l'intérieur même du secteur agricole, où les problèmes du niveau de vie et du mode de vie deviennent tous les jours plus graves et ce malgré la diminution du nombre d'agriculteurs ».

En conclusion des réunions de 1958, D. R. Bergmann souligne l'étrange « manque de confiance — pour ne pas dire le rejet — des mécanismes et automatismes libéraux, ... en contraste absolu avec les thèses des inspirateurs officiels de la politique économique française du moment ».

TOUJOURS A LA RECHERCHE D'EXPLICATIONS

Etrange mouvement de balancier que celui des idées ! Après avoir longtemps défendu celle de la spécificité des phénomènes agricoles et, partant de la nécessité d'une économie rurale, la période 1958-1968 a vu se développer un courant « globaliste ». Certes, l'économie agricole ne peut se comprendre sans analyse de ses relations avec le reste de la nation, les travaux de M. Latil l'ont clairement montré. Faut-il aller jusqu'à soutenir que les difficultés rencontrées par l'agriculture dans sa difficile mutation se résoudront d'elles-mêmes, lorsque le rythme de l'expansion économique sera devenu suffisant ? C'est là une condition nécessaire que nul ne songe à nier, mais il reste, semble-t-il, bien des phénomènes mal connus qui bloquent les transformations à l'intérieur même du secteur agricole. Ajoutons que ces phénomènes ont changé de nature et de signification, au fur et à mesure que l'agriculture, secteur essentiel au développement de la nation, devenait un secteur dominé par l'industrie et le commerce. Il ne faut donc pas s'étonner si certaines théories, élaborées au début de l'ère industrielle, se montrent particulièrement peu adaptées pour expliquer les nombreux problèmes qui se posent de nos jours : ainsi en va-t-il de la question foncière dans une société qui découvre l'aménagement de l'espace et bouleverse ainsi ses rapports avec les agriculteurs ?

Conséquence de ces engouements passagers, les thèses sur l'évolution possible ou souhaitable de l'agriculture n'ont pas manqué depuis dix ans. Les unes voient le salut dans « l'intégration », d'autres dans la coopération à tous les niveaux, d'autres enfin dans la concentration à partir des exploitations les plus grandes... Aucune de ces thèses n'est fausse, mais aucune n'est suffisante... Les situations de demain en agriculture résulteront de la façon dont la société, dans son ensemble, résoudra les contradictions entre artisanat et industrie, entre dominés et dominants, entre producteurs et utilisateurs d'une épargne brute.

Alors que faire, dira le lecteur impatient, qui croire ?

On ne peut croire que ce qui procède, avec l'aide des autres, de son propre jugement. C'est la raison pour laquelle une certaine prudence tempère les ambitions de ce nouvel ouvrage. La vérité échappe souvent, les études du vrai chercheur le conduisent sans cesse à poser de nouvelles questions. Sans nier l'importance de l'acquis théorique, dont héritent les économistes d'aujourd'hui, il faut s'interdire les explications souvent simplistes...

Pour ne pas succomber aux sécurités d'un dogmatisme monolithique, les auteurs de ces « Vingt ans d'agriculture française : 1948-1968 » ont été encouragés à développer leur vision propre des choses. Chacun y expose donc sa ou ses thèses. On s'est interdit d'homogénéiser les idées de tous en une fade mayonnaise. Il apparaît ainsi beaucoup plus stimulant de laisser le lecteur élaborer avec peine et joie sa propre synthèse. Mais il est aussi beaucoup plus honnête de ne pas cacher, sous de fausses assurances, l'extrême difficulté et l'ampleur du défi que l'agriculture, cette société héritée de nos pères, pose à la société post-industrielle. Parler de nouvelle politique agricole est facile, la trouver et la faire est malaisé : « il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau. Mais c'est à quoi nous ne songeons guère ; placés au milieu d'un fleuve rapide, nous fixons obstinément les yeux vers quelques débris qu'on aperçoit encore sur le rivage, tandis que le courant nous entraîne et nous pousse à reculer vers les abîmes » (3).

Philippe MAINIE

Secrétaire générale de la SFER

(3) TOCQUEVILLE (A. de). — De la démocratie en Amérique. Tome I. Calmann-Lévy, 1888, p. 9.